

Chroniques européennes du large

N°22

28 mai 2009 – Lait des villes, lait des champs

En ville, le lait, c'est cette bouteille blanche qu'on attrape, mal réveillé, le matin, dans le frigo. A la campagne, c'est un revenu indispensable, ce sont des bêtes vivantes dont il faut s'occuper tous les jours. Avec le loyer qui augmente, l'essence hors de prix, le forfait du portable, chacun, en ville, cherche à payer moins pour se nourrir. Pour se nourrir, les agriculteurs demandent la digne rémunération de leur travail. Ceux des villes demandent à ceux des champs l'abondance, la qualité, la « traçabilité », la préservation de l'environnement et même le bien-être animal. Demandes compréhensibles, de la part de citadins frustrés de nature, volonté légitime de vivre, de la part des ruraux qui, pour la plupart, ne roulent pas sur l'or et se sentent injustement montrés du doigt. Que font les pouvoirs publics ? Bonne question. Que fait le ministre de l'agriculture ? Après avoir annoncé qu'il se mettrait en retrait, il reste en fonction. Sans craindre la confusion des genres, il fait campagne. En ville.

Depuis 50 ans, la Communauté européenne, funambule, marche sur un fil, au-dessus du fossé qui sépare le monde urbain et le monde rural. Le traité de Rome fixait déjà comme objectifs à la PAC, entre autres, d'assurer « *un niveau de vie équitable à la population agricole* » et des « *prix raisonnables au consommateur* ». Elle y est largement parvenue mais l'irruption du reste du monde brouille les pistes. La Commission européenne présidée par M. Barroso pousse à produire au cours mondial. Elle veut libéraliser la production, supprimer les outils de régulation. Les gouvernements laissent faire ; au mieux, ils cherchent à gagner du temps. Encore un peu de quotas Madame Fischer-Boel*, a demandé le gouvernement français en novembre ; cela ne fait pas une politique, ni une vision dans la durée.

Ces dernières semaines, le cours du lait s'est effondré. Chaque jour, des dizaines d'agriculteurs de l'Ouest nous racontent leur drame : à Laval, des jeunes qui viennent de s'installer, avec des prêts à rembourser. A 210 / 220 euros les 1000 litres, ils se lèvent le matin pour travailler à perte. Même désolation dans les exploitations du Morbihan ou du Poitou. La colère est perceptible ou pire, un voile de désarroi au fond des yeux... Comment en est-on arrivé là ? L'an dernier, le ministère des finances français (DGCCRF) a interdit la pratique consistant, pour les producteurs et les acheteurs, à recommander des « prix de référence ». Cet usage permettait de lisser les fluctuations et de donner aux éleveurs des perspectives de gestion plus stables. Tant que les cours mondiaux sont restés au plus haut, l'absence de ce mécanisme ne s'est pas fait sentir immédiatement. Avec la glissade actuelle, cela fait mal.

On voit bien pourquoi les pouvoirs publics n'aiment pas trop ce qui, assez vite, pourrait ressembler à l'entente de toute une filière. Le respect des règles de concurrence est important pour éviter les hausses artificielles de prix. On a promis de veiller au « pouvoir d'achat ». Il faut que les prix baissent, dit-on en haut lieu,

souverainement. Mais faut-il admettre que, pour cela, les agriculteurs se ruinent et vendent à perte ?

L'agriculture travaille le vivant. Si une usine peut être mise en chômage technique, nul ne peut demander à une vache, du jour au lendemain, de stopper sa production ou de prendre des RTT. Dans les crises, l'agriculture a un temps de réaction plus lent que d'autres secteurs économiques. Et si des exploitations font faillite, si des jeunes se découragent, l'impact d'une crise passagère pourrait bien être irréversible.

C'est pourquoi il faut un accord rapide, aujourd'hui si possible, lors de la réunion de crise qui a été organisée pour sortir de l'impasse. Certains lancent des idées : une taxe payée par tous les producteurs, des outils de régulation inspirés par la filière légumes. Une chose est sûre : au-delà de ces mesures urgentes, la réforme de la politique agricole commune (PAC) est à l'ordre du jour. Durant la prochaine législature du Parlement européen, ce grand chantier sera ouvert. La question du maintien des quotas laitiers devra être tranchée. Le MoDem n'a pas d'états d'âme : un outil de ce type est nécessaire. Des solutions pérennes passent par un équilibre retrouvé entre le jeu du marché, que nul ne peut ignorer, et une régulation nécessaire. Et des solutions innovantes, au niveau mondial car les déséquilibres locaux prennent leur source dans un commerce mondial inéquitable qui affame une partie de la planète et jette des millions de paysans dans les bidonvilles du tiers monde.

En Europe, l'actuel président de la Commission est candidat à sa propre succession. Le parti populaire européen au sein duquel siège l'UMP le soutient. Les socialistes européens n'ont pas de candidat alternatif. L'une des questions du 7 juin est simple : confiez-vous la politique agricole commune (PAC) à M. Barroso cinq ans de plus ? On l'imagine mal renier ce qu'il a fait pendant 5 ans.

La PAC est la première politique européenne. Elle doit évoluer mais rester une politique active qui permet de nourrir les villes et les campagnes, dans le respect de la nature. La plupart des agriculteurs ont fait des efforts pour améliorer la qualité, la sécurité, le respect de l'environnement mais il reste du chemin à parcourir, des aberrations à combattre. Ouvrons grand le débat, sans opposer les ruraux aux citadins. Quelle place faisons-nous à la production « raisonnée » qui, en prévenant l'abus de produits phytosanitaires, protège autant l'agriculteur qui les manipule que le citadin qui en mange le fruit ? La production bio offre-t-elle des perspectives plus massives ? Et la vente directe n'est-elle pas la solution ? Dans la chaîne qui va du producteur au consommateur, il y a peut-être d'autres maillons sur lesquels agir. Pour l'instant, les producteurs de lait « trinquent », les citadins ne profitent pas de la baisse. Qui, au passage, « fait son beurre » ?

Sylvie Goulard

* Commissaire européenne en charge de l'agriculture

